

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Cémac : Ali Bongo Ondimba pour la poursuite des réformes

LE chef de l'État s'est également satisfait des efforts accomplis par la Commission de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac) et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEEAC). Deux institutions dont il a reçu les responsables hier.

ONDOUBANTSIBAH
Libreville/Gabon



Photo: DR

La situation économique et monétaire de la sous-région était en bonne place des activités présidentielles, hier. Cela à en juger par les échanges que le chef de l'État a eus avec les responsables de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), et de ceux de la Commission de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac).

En effet, le gouverneur de la BEEAC, Abbas Mahamat Tolli, et son secrétaire général, Désiré Guedon, ont été reçus au palais de la présidence de la République. Tout comme le président de la Commission Cémac, Daniel Ona Ondo. Les dirigeants de la BEAC ont pré-

Le chef de l'Etat s'est entretenu avec le gouverneur de la BEEAC et le président de la Commission de la Cémac.

senté au numéro un gabonais, la situation actualisée des principaux agrégats macroéconomiques dans la sous-région. De même que les niveaux de croissance, plutôt appréciables, du Gabon ; les réserves de change, la stabilité monétaire et du système bancaire...

Avec Daniel Ona Ondo, il a été question pour lui de faire le compte rendu des dispositions et autres réformes prises par la Cémac pour faire face aux chocs économique et sanitaire dans la sous-région. Occasion également pour Ali Bongo Ondimba et son hôte d'aborder le

point relatif à l'organisation d'une table ronde, du 16 au 19 novembre prochain. Des assises qui permettront de statuer sur le plan de relance de l'économie dans la zone Cémac.

Par ailleurs, pour sa part, le président de la République, s'est montré satisfait des efforts accomplis par les deux institutions sous-régionales. Tout comme Ali Bongo Ondimba a donné des orientations claires à ses différents hôtes du jour, pour la poursuite des réformes engagées en vue de la relance des économies des États de l'espace Cémac.

Relancer le fonctionnement des médias publics



Photo: DR

Le ministre d'Etat en charge de la Communication a décliné les actions prioritaires de son département ministériel.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE Conseil de cabinet ministériel tenu jeudi dernier à la Primature par la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a été consacré au secteur de la Communication et de la poste. La Première ministre s'est enquis des difficultés relatives au fonctionnement des entités suivantes : Gabon Télévision, Radio Gabon, Agence gabonaise de presse (AGP), Institut gabonais de l'image et du son (IGIS) et la Poste SA.

En sa qualité de ministre d'État, ministre de la Communication et de l'Économie numérique, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, accompagné des directeurs généraux des organismes placés sous sa tutelle, a passé au peigne fin tous les écueils bloquant le bon fonctionnement des médias publics. "L'occasion faisant le larron", Edgard Anicet Mboumbou Miyakou a également décliné à la locataire du 2-Décembre sa vision voire sa feuille de route. Objectif : favoriser une meilleure gestion de l'ensemble des entités placées sous sa tutelle.

Durant ledit Conseil de cabinet ministériel, un accent particulier a été mis sur les difficultés de la Poste SA, notamment la situation des épargnants qui, à ce jour, réclament leurs dus. Une situation qui n'a pas laissé indifférente la cheffe du gouvernement. À ce propos, Rose Christiane Ossouka Raponda a instruit son hôte de trouver une solution à ce problème. Et cela, "de toute urgence".

Petit bémol, la situation d'Africa N°1 semble avoir été occultée. Pour rappel, dans un passé récent, (Ndlr : peu avant la formation du gouvernement de Rose Christiane Ossouka Raponda), l'actuel ministre de la Communication avait donné des garanties inhérentes à la liquidation de ce média qui jadis a fait la fierté du Gabon, ainsi que le paiement du plan social au personnel végétant et croulant sous le poids des dettes du fait des arriérés de salaires.

Teddy OSSEY*

* Chroniqueur

Entre nous soit dit

Sublimons le Gabon notre maison commune

PLUS nous avançons vers le crépuscule de cette année de grâce 2020, plus il nous est offert de drôles de séquences politiques. Une effervescence particulière s'est emparée de bon nombre de compatriotes. Des velléités inquiétantes sont relayées en flots ininterrompus sur les réseaux sociaux. Les journaux nous livrent des analyses dithyrambiques aux relents nauséux de communautarisme et de tribalisme. Notre vivre-ensemble est ainsi menacé par des chantres de la division. L'unité nationale si chèrement tissée par les pères fondateurs de notre beau pays s'étiolle. De sombres thèses étriquées s'affichent au grand jour. Une bien curieuse grille de lecture est érigée en norme d'appréciation.

Il est facile de prendre la mesure de ce clivage. Le florilège de publications, ainsi que les innombrables posts qui pullulent à la suite de chaque communiqué final du Conseil des

ministres sont une preuve patente de cette déviance. Les nominations sont auscultées et disséquées sous le prisme de la tribu, de l'ethnie et de la province. On fait dissoudre le citoyen promu et son inaliénable appartenance à la communauté nationale dans un bouillon abject et infect de prétendue filiation. Il lui est renié toute qualité, valeur ou mérite. Les clans s'offusquent. La parentèle crie à l'indignation. Et ces jours-ci, certains esprits chagrins vont jusqu'à se déclarer cibles et victimes d'un pogrom. Alors, des fatwas sont lancées et des appels à la résistance sont claironnés çà et là. À cette cohorte d'irascibles à l'écœurement facile, nous voulons leur faire partager ce qui s'est produit en 1981 aux États-Unis d'Amérique, grande démocratie pourtant, avec l'arrivée de Ronald Reagan. Il avait installé à la "Maison blanche" ce qu'on avait appelé le "clan des Californiens", du fait

que tout son staff n'était composé que de ceux qui étaient à ses côtés du temps où il était gouverneur de Californie.

Certes, comparaison n'est pas raison. Nous voulons ici demander à ses croisés d'un genre nouveau, de ne voir en ces compatriotes qu'ils mettent à l'index que ce qu'ils sont, c'est-à-dire simplement des Gabonais. S'il est un fait qui est établi et vérifiable partout sous les cieux, c'est que les nominations restent la prérogative de celui qui est investi du pouvoir discrétionnaire. Parce que nous avons vissé en nous la conviction que le Gabon est une République. Il n'y a donc pas de chapelle réservée ou d'enclave exclusive. Bassé !